



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction Générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

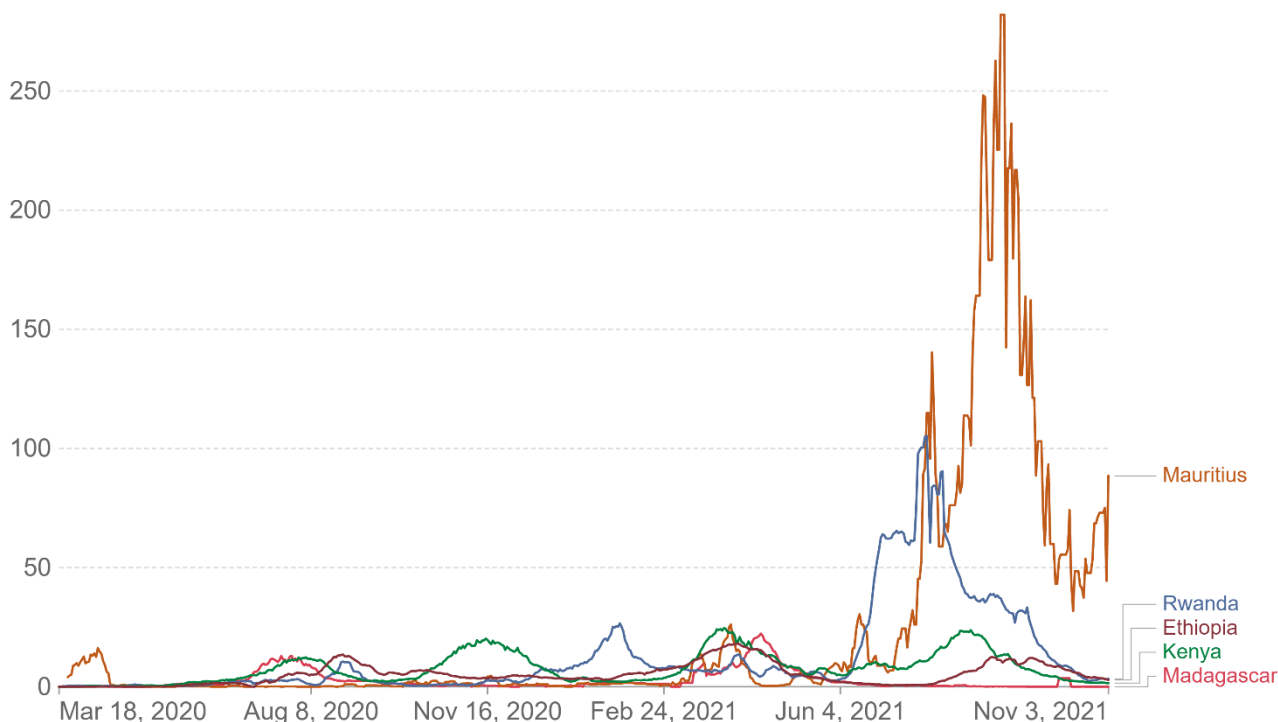
02 novembre 2021

## Evolution de la situation sanitaire

### Daily new confirmed COVID-19 cases per million people

7-day rolling average. Due to limited testing, the number of confirmed cases is lower than the true number of infections.

Our World  
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

## ❖ Régional

### Tournée du ministre délégué au Commerce extérieur, Franck Riester

Franck Riester a effectué une tournée en Afrique de l'Est : après la Tanzanie la semaine passée, il s'est rendu en Ouganda, puis au Rwanda et enfin Kenya sur la semaine du 25 au 29 octobre 2021. Il était accompagné de délégations d'entreprises françaises, notamment du MEDEFi.

### La Commission Économique pour l'Afrique des Nations Unies (UNECA) émet des réserves quant à la capacité de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) à atteindre son objectif d'union monétaire d'ici 2024

La divergence des politiques monétaires à l'heure de la crise économique liée à la pandémie soulève des questions quant à la faisabilité d'une union monétaire telle que l'envisage le protocole de 2013 sur l'établissement d'une union monétaire et d'une monnaie commune d'ici 2024. Dans son rapport *Macroeconomic and Social Developments in East Africa*, l'UNECA rappelle l'importance de convergence des économies avant la formation d'une union monétaire. Cette convergence comprend des plafonds pour l'inflation (8 %), pour le déficit budgétaire, la dette publique brute (50 % du PIB) et un niveau de réserves de change suffisant (couverture de 4,5 mois au minimum). Aujourd'hui, la convergence n'est que partielle et de véritables efforts doivent être réalisés selon l'UNECA.

## ❖ Burundi

### Dans sa dynamique d'ouverture, le pays se tourne vers la Communauté d'Afrique de l'Est.

Toujours sous le coup des sanctions de l'Union européenne en raison de son bilan en matière de droits humains et politiques, le Burundi fait appel à ses voisins d'Afrique de l'Est et demande à la Communauté de l'aider à développer son potentiel économique. L'ouverture du Burundi, qui a repris avec l'élection d'Evariste Ndayishimiye en 2020, se poursuit avec la rencontre en Tanzanie de la Présidente Samia Suluhu. Cette rencontre a débouché sur la promesse de plusieurs nouveaux projets d'infrastructure (construction de routes et de voies férées) dont les financements devront être finalisés. Décidées en 2015 après une grave crise politique, les sanctions de la part de l'Union Européenne (gel de 432 MUSD et de 60 MUSD de

la part de la Belgique) devaient prendre fin en octobre 2020 mais ont été prolongées jusqu'en décembre 2021.

## ❖ Comores

### Lancement du projet de centrale photovoltaïque à Ndrodroni, sur l'île de Mohéli.

En étude depuis sept ans, et sous financement de l'UE, le lancement de ce projet se concrétise avec le début effectif des travaux. Ils devraient aboutir à la mise en place d'une centrale de 152 kW, couvrant ainsi une partie conséquente des besoins en électricité de l'île. L'électricien réunionnais Testoni participe au chantier. Ce parc va compléter la stratégie de développement des énergies renouvelables et d'indépendance énergétique aux Comores où deux autres sites, à Mpomoni (Anjouan) et

Foumboni (Ngazidja), sont déjà en activité ou vont l'être prochainement.

## Djibouti

### Construction d'une nouvelle station d'atterrissage de câbles sous-marin de fibre optique.

Mi-octobre l'opérateur public Djibouti Telecom a annoncé la construction d'un centre d'atterrissage de câbles sous-marins (le pays en accueille déjà huit) reliant l'Afrique à l'Asie, l'Océanie, et l'Europe. Alors que le pays abrite l'unique centre de données de la Corne de l'Afrique depuis 2013 (construit par le luxembourgeois Etix Everywhere et en partie financé par l'AFD) l'entreprise panafricaine Wingu Africa a annoncé début octobre son intention de construire un deuxième centre de données. A cela devraient s'ajouter un parc IT et des centres d'innovation. Ces projets s'inscrivent dans la stratégie gouvernementale de tirer parti de sa situation géostratégique pour développer le secteur du numérique.

## Erythrée

*Pas de brèves cette semaine.*

## Ethiopie

Report du décaissement de 500 MUSD de prêts au consortium dirigé par Safaricom par l'*US International Development Finance Corporation*.

Le 28 octobre, l'agence publique américaine a reporté le décaissement de 500 MUSD qui étaient destinés au consortium mené par le kenyan Safaricom ayant remporté l'appel d'offre pour une licence télécoms (en juin 2021). L'agence justifie cette suspension par l'escalade des conflits armés dans la région et la récurrence des violations des droits de l'homme dans le nord du pays.

### Signature de contrats de bail entre deux manufacturiers et l'*Industrial Park Development Corporation (IPDC)* pour 1,1 Md ETB(23,4 MUSD).

Signé le 22 octobre, l'accord permettrait au fabricant de vêtements grec *Dimitrius Kampouris* d'ouvrir un site de production dans le parc industriel de Bole Lemi, ainsi qu'à l'entreprise éthiopienne *Auto Engineering and Trading* d'assembler des véhicules dans le parc de Dire Dawa. Grâce à la location d'un espace de 18 600 m<sup>2</sup> à un prix subventionné par le gouvernement et à un investissement de 700 METB (15 MUSD), le constructeur automobile, qui assemble déjà des taxis (*Taxiye*), envisagerait de diversifier son offre en produisant 9 000 voitures/an pour les marchés locaux et étrangers. *Dimitrius Kampouris* prévoit d'employer 1 000 personnes et d'investir 487 METB (10,3 MUSD) pour commencer la production début 2023. Si la subvention des locations d'espace dans les parcs industriels, largement inoccupés, devrait permettre d'accroître les IDE, la situation sécuritaire pourrait faire fléchir les investissements.

### Construction du plus grand complexe de traitement d'huile comestible d'Éthiopie.

L'entreprise Ethio Agri-CEFT (*Midroc Investment Group*) a lancé les travaux de construction de l'usine de production d'huile comestible, pour un investissement qui devrait s'élever à plus d'1 Md USD. L'objectif est de répondre à la demande

intérieure, en forte croissance (qui a doublé depuis 2019), et d'exporter la majeure partie de la production. Celle-ci se ferait de manière verticale: le groupe possède déjà des fermes produisant des graines oléagineuses (15 Mds ETB d'exportations par an), lesquelles seront transformées par la nouvelle usine. Cela pourrait permettre à *Ethio-Agri CEFT* de bénéficier d'un avantage par rapport à ses concurrents (tels que *Belayneh Kindie*), lesquels sont contraints d'importer leurs intrants et fonctionnent à 50 % de leur capacité, faute d'accès suffisant aux devises.

## Kenya

### Ralentissement inattendu de l'inflation à 6,45 % en octobre.

Alors qu'elle s'établissait à 6,91% au mois de septembre, l'inflation a diminué, pour la première fois depuis avril, de 0,46 point de pourcentage en octobre. Cette baisse s'explique grâce à l'utilisation par le gouvernement du fonds de stabilisation dédié, pour diminuer le coût de l'essence à la pompe, dans un contexte où le cours du baril a atteint un point haut décennal en septembre (Brent : 74,6 USD). Les sous-catégories de l'indice des prix à la consommation suivantes ont connu les hausses les plus importantes en glissement annuel : alimentation et boissons non alcoolisées (10,60%), transport (8,15%) et logement, eau, électricité, gaz et autres (5,8%).

### Les banques kényanes renforcent leurs règles pour couvrir les risques liés à l'immobilier.

Les titres détenus par les banques et liés à l'immobilier sont estimés à plus de 37,1 Mds USD, faisant peser un risque important sur les prêteurs en cas de bulle immobilière dans l'économie. Selon l'Association des banquiers du Kenya (KBA), afin de couvrir les défauts de paiement, les prêteurs procéderont à des réévaluations

fréquentes des biens hypothéqués et de nouvelles garanties pourront être demandées lorsque la valeur des biens en garantie sera inférieure au montant du prêt.

### Kenya Power à nouveau rentable.

Le distributeur d'électricité *Kenya Power and Lighting Company* (KPLC) a renoué avec la rentabilité en déclarant un bénéfice net de 1,5 milliard de shillings (13,5 MUSD) pour l'exercice clos le 30 juin 2021, contre une perte de 939 millions de shillings (-8,4 MUSD) l'année précédente. Le fournisseur d'électricité a attribué ces bons résultats à la croissance des ventes et des revenus, due principalement à i) la reprise de l'économie après les effets de la pandémie à la Covid-19 et ii) la création de plus de 700 000 nouvelles connections, représentant une consommation d'électricité supplémentaire d'environ 400 GWh. KPLC a également enregistré une baisse de ses pertes systèmes, qui représentaient plus de 25 % de l'électricité produite sur l'année 2019/2020 (elles étaient de 22,7% sur l'année 2020/2021). Alors que le gouvernement kényan a annoncé une baisse du coût de l'électricité de 33 % d'ici la fin de l'année 2021, la renégociation des contrats d'achat d'électricité (PPA) jouera un rôle prépondérant dans le maintien de la rentabilité de KPLC. Ce point est d'autant plus important qu'en juin dernier, le chiffre d'affaire de l'entreprise parapublique était de seulement 1,2 MUSD et que sa dette totale s'élevait à 1,7 Mds USD.

## Madagascar

### La Banque centrale réinstalle un coefficient unique des réserves obligatoires à 13 %

À l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire le 2 novembre 2021, la Banque centrale malgache (BFM) a décidé de réinstaurer un coefficient des réserves obligatoires unique à 13%. La BFM revient sur sa décision d'août qui

établissait un coefficient différencié sur les dépôts en devises (24%) et sur les dépôts en ariary (11%). Le taux directeur demeure inchangé à 9,5%. Par ailleurs, la BFM a relevé le taux des facilités de dépôt de 2,8% à 3,8% et a maintenu à son niveau précédent celui des facilités de prêt marginal à 7,2%. Elle a noté certaines pressions inflationnistes notamment pour les produits de première nécessité (+8,4% en glissement annuel) dont le riz (+7,6%).

### Accord entre la mission du FMI et le gouvernement sur le programme de réforme économique dans le cadre de la première revue du programme FEC.

Le 26 octobre, la mission du FMI et le gouvernement malgache ont trouvé un accord à l'issue de la première revue du programme de réforme économique dans le cadre du programme de Facilité élargie de Crédit (FEC). Cet accord sera soumis à l'approbation du Conseil d'Administration du FMI en décembre, permettant le décaissement de 48,9 MDTS (soit 58,7 MEUR) en faveur de Madagascar, sur un montant total de 219,9 MDTS (soit 264 MEUR). Après une contraction de l'économie en 2020, le FMI a légèrement révisé à la hausse la croissance du PIB pour 2021 (3,5% contre 2,9% initialement), tirée par le secteur minier, textile et des services. L'objectif de déficit primaire intérieur de 2,5% du PIB en 2021 devrait être atteint et la dette publique contenue à moins de 50% du PIB.

## Maurice

### Le groupe mauricien Taylor Smith reprend les activités de Lafarge-Holcim dans l'Océan Indien.

Le groupe Cementis Océan Indien, filiale du groupe mauricien Taylor Smith actif dans le secteur maritime, portuaire, logistique,

distribution et manufacture, a annoncé le 28 octobre la reprise des activités des filiales du cimentier franco-suisse LafargeHolcim dans l'Océan Indien pour un montant non dévoilé. Les noms des produits Cementis demeureront inchangés dans chacun des pays concernés par l'acquisition : Maurice (Baobab), la Réunion (Volcan & Kosto), Madagascar (Lova, Orimbato et Manda), Comores et Mayotte (Hodari). La reprise de la filiale seychelloise de Lafarge est en cours de négociation et pourrait aboutir dans quelques mois.

## Ouganda

### Renforcement des relations économiques bilatérales Franco-ougandaises.

Le ministre français du commerce extérieur et de l'attractivité économique, F. Riester, a atterri en Ouganda pour une visite d'une journée lundi 25 octobre. Accompagné par l'ambassadeur de France en Ouganda, J-A. Aniambossou, le ministre a rencontré le Président ougandais, Y. Museveni, en présence de plusieurs ministres pour souligner la volonté de la France d'intensifier ses relations économiques avec l'Ouganda et l'intérêt grandissant des entreprises françaises pour le marché ougandais. L'Ouganda et la France ont exprimé leur engagement à cimenter la coopération bilatérale en matière de sécurité, de santé et d'environnement, de commerce et d'économie. Ainsi, les entrepreneurs ougandais ciblés des secteurs de l'agriculture et du tourisme sont sur le point d'obtenir un accès privilégié aux opportunités d'affaires sur les marchés de la France et de l'Union Européenne grâce, entre autres, au projet Network for Innovation and Tourism mis en œuvre par l'ambassade de France en Ouganda en partenariat avec le *Stanbic Business Incubator*.

## L'Ouganda est confrontée à une grave pénurie alimentaire.

L'Ouganda fait partie des six pays africains dont la situation de "pénurie alimentaire" a été qualifiée de "grave" selon le dernier Indice mondial de la faim, publié le 14 octobre. P.W.Kasajja, ancien secrétaire permanent du ministère de l'Agriculture, de l'Industrie animale et de la Pêche, a souligné que l'Ouganda souffre d'un fardeau relativement lourd en matière d'insécurité alimentaire, de faim et de malnutrition. Selon lui, les perspectives de sécurité alimentaire pour l'Ouganda montrent que 2,6 millions de personnes, soit 5,6% de la population, sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, avec de fortes disparités géographiques. Au Karamoja, région la plus pauvre d'Ouganda, 30% de la population est confrontée à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë et ce, malgré les programmes d'aide alimentaire comme celui de 4,7 MUSD lancé récemment par l'UE dans la région. A. Querido, représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a déclaré que le système alimentaire ougandais est confronté à des défis sur plusieurs fronts, tels que l'instabilité des chaînes d'approvisionnement alimentaire et les aléas climatiques.

## Rwanda

### Création d'une « banque verte » de 100 MUSD à destination du secteur privé.

Le Fonds vert du Rwanda (FONERWA) en collaboration avec la Banque de développement du Rwanda (BRD) a annoncé la future création d'un mécanisme visant à stimuler la capacité du pays à répondre aux opportunités croissantes de financement climatique dans le secteur privé. Cette facilité, baptisée *Rwanda Green*

*Investment Facility* (RGIF) et qui sera dotée de 100 MUSD, s'inspire du concept de "banque verte".

L'approche de financement mixte comprend la dette, les améliorations de crédit telles que la sous-dette, l'extension de la durée et le soutien collatéral aux projets commercialement viables dans le secteur vert. S'exprimant en marge de la COP 26 à Glasgow, la ministre de l'environnement Jeanne d'Arc Mujawamariya a rappelé que le Rwanda demeurerait un pays vulnérable aux changements climatiques. Le Rwanda s'est fixé pour objectif de réduire ses émissions de 38% d'ici à 2030 et de devenir une économie neutre en carbone d'ici à 2050. La réalisation de cette ambition est estimée à environ 11 MUSD.

## Seychelles

*Pas de brèves cette semaine.*

## Somalie

### Les élections des représentants de la chambre basse du Parlement ont enfin commencé.

C'est sous haute sécurité qu'ont été élus lundi 1er novembre les deux premiers législateurs de la prochaine chambre basse du Parlement, composée de 275 membres. Le vice-Premier ministre, Mahdi Mohamed Guleid a été le premier élu à la Chambre basse, tandis que Bihi Iman Egeh a conservé son siège, élu par 101 délégués représentant le Somaliland. La Somalie a mis en place un système électoral complexe: 30 000 délégués de clan sont désignés pour élire les 275 députés, tandis que les 5 assemblées législatives des états de Somalie élisent les sénateurs de la Chambre Haute, qui compte 54 membres. C'est une fois élus et assermentés que les deux chambres du Parlement votent pour

élire le prochain Président. Ces différentes étapes ont subi plusieurs retards suite à des crispations politiques internes, dont la tentative du Président Farmajo de prolonger son mandat sans élection ou encore les tensions entre le Président et son Premier ministre. En dépit des efforts mobilisés, le processus électoral ne devrait pas aboutir avant le début d'année 2022.

## 📍 Soudan

**Retour progressif à la normale malgré la crise politique.**

Au milieu d'appels à la désobéissance civile et à des manifestations, les efforts de médiation entre le Premier Ministre Hamdouk et les militaires se poursuivent *via* plusieurs canaux. Ces efforts se heurtent néanmoins au refus des militaires d'une partie des conditions émises par le PM qui insiste, pour toute reprise des discussions, sur la libération des détenus politiques et la reconstitution du gouvernement dissous le 25 octobre. Si le Général Burhan a donné son accord de principe pour la première condition, il refuse tout retour à la situation d'avant le 25 octobre. La vie quotidienne connaît cependant un retour progressif à la normale. Les banques ont ré-ouvert depuis le 2 novembre et le taux de change officiel est de nouveau publié: il ne montre pas de changement significatif du SDG par rapport au dollar (1 USD = 438 SDG). Cependant, l'Internet mobile n'est toujours pas disponible. Les ports, à l'exception du port porte-conteneurs de Port Soudan, et la route de l'Est du pays ont été ré-ouverts. Les biens de première nécessité (blé, essence, diesel, etc.) peuvent être acheminés vers la capitale et autres villes importantes du pays, ce qui a entraîné une baisse drastique des prix sur certains produits comme le sucre: l'offre dépassant la demande, le prix du sac de 50 kg a été divisé par deux. L'inflation, bien qu'en baisse, reste à des niveaux très élevés puisqu'en glissement annuel elle s'élevait à 366 % fin septembre contre 387 % fin août.

## 📍 Soudan du Sud

**Le pétrole du Sud-Soudan continue de circuler malgré le coup d'État au Soudan.**

Le Soudan du Sud, qui dépend essentiellement du pétrole et dont plus de 95 % des revenus proviennent de ces exportations, exporte du pétrole brut vers le marché international par un oléoduc vers le Caste de la mer Rouge, *via* le Soudan. Depuis son indépendance en 2011, la plus jeune nation du monde dépend des infrastructures du Soudan voisin pour transporter son pétrole brut à l'exportation, dont la production est estimée à environ 170 000 barils par jour. En septembre dernier, les exportations de pétrole ont été brièvement interrompues après que des manifestants ont bloqué l'accès à Port-Soudan pour protester contre leur exclusion de l'accord de paix d'octobre 2020. Malgré le coup d'État, le ministre de l'Information du Sud-Soudan, M. Makuei Lueth, a déclaré que les événements au Soudan n'ont à ce jour pas affecté l'acheminement du pétrole du Sud-Soudan vers Port-Soudan.

## 📍 Tanzanie

**Investissement de 531 MUSD dans le secteur minier.**

Le ministre des Mines, Doto Biteko, a déclaré que deux projets miniers d'envergure commenceront leurs opérations dans le pays l'année prochaine. Un total de 531 MUSD sera investi dans les projets Lindi Jumbo Graphite (42 MUSD) situé à Lindi dans le sud-est de la Tanzanie, à environ 200 km du port de Mtwara et Nyanzaga Gold (489 MUSD) situé à Mwanza. Plus de 1 500 personnes seront employées sur ces deux projets qui devraient générer d'importants revenus en redevances minières et frais d'inspection. Ces redevances et revenus issus du secteur minier ont atteint un

total de 584,8 MUSD pour l'exercice fiscal clôturé le 30 juin 2021, soit 111 % de l'objectif de collecte de 526,7 MUSD fixé pour la période. Au cours des six derniers mois (avril-septembre 2021), la Tanzanie a exporté 30 956 Kg d'or pour une valeur de 1,4 Md USD, l'or représentant 75 % des revenus du secteur minier.

### 73,7 MUSD pour l'extension du réseau national de fibre optique.

Le Premier ministre Kassim Majaliwa a annoncé que le gouvernement avait alloué 73,7 MUSD à l'extension du réseau national de fibre optique. Ce montant inscrit au budget 2021/2022 servira à déployer 4 244 kilomètres supplémentaires de fibre optique, ce qui portera l'ensemble du réseau national à 12 563 km à la fin de l'année 2022. L'objectif du pays est de déployer jusqu'à 15 000 km d'ici 2024/2025. L'investissement engagé par le gouvernement tanzanien dans le développement des infrastructures nationales de télécommunications à haut débit entre dans le cadre des efforts pour accélérer la transformation numérique. Depuis 2019 la pandémie du Covid-19 a renforcé l'engagement du gouvernement à faire du numérique un moteur du développement. En mai 2020 la Tanzanie a contracté un prêt de 150 MUSD auprès de la Banque mondiale pour le projet *Digital Tanzania Project* (DTP) qui vise à accroître l'accès à des services Internet de haute qualité pour le gouvernement, les entreprises et les citoyens, et améliorer la capacité du gouvernement à fournir des services publics numériques.





## CONTACTS

### Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : [quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

### Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

### Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

### Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

[suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)

### Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

[annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

### Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

[Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)